

International

LE TOURNANT DE L'ABONDANCE : LES DÉMOCRATES AMÉRICAINS VONT-ILS SE (RE)CONVERTIR À LA POLITIQUE DE L'OFFRE ?

Julian Blum

Face à la crise idéologique et politique que connaît le Parti démocrate des États-Unis, accentuée depuis l'échec de novembre dernier aux élections présidentielle et législatives, seule la gauche du Parti a su réagir politiquement – avec notamment la tournée pour « combattre l'oligarchie » de Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez (AOC). Néanmoins, l'engouement récent de nombre de cadres démocrates pour l'essai *Abundance*¹ semble offrir à la droite du parti une nouvelle source d'inspiration intellectuelle. Julian Blum, expert associé à la Fondation, analyse le contenu de l'essai, sa formulation politique au sein du parti et ses conséquences internes.

Malgré quelques moments d'unité dans son opposition à certaines mesures de l'administration Trump, le Parti démocrate reste encore aujourd'hui en proie à une profonde crise existentielle. Sondage après sondage, il se confirme que les démocrates atteignent des records d'impopularité auprès de l'électorat américain, se montrant incapables de tirer profit des pires excès de Donald Trump².

Sur le plan des idées, on constate toutefois une dynamique intéressante, bien que peu visible depuis l'Europe. Alors que les premiers mois ont vu l'introspection du parti tourner principalement autour de son approche des questions migratoires ou sociétales (soutien aux personnes trans, abandon du « wokisme », etc.), le débat s'est récemment déplacé sur le terrain de l'économie politique. Cette élévation du niveau est due avant tout à la publication de l'ouvrage *Abundance* par les journalistes et chroniqueurs Ezra Klein et Derek Thompson en mars 2025, devenu un manifeste pour la faction centriste, technocratique et antipopuliste du parti. L'ouvrage s'est révélé être un véritable phénomène médiatique, si bien que les cadres démocrates se voient tous obligés de se définir par rapport à cet « agenda de l'abondance », qui séduit autant qu'il crispe.

Estimant que les problèmes des États-Unis découlent avant tout d'une insuffisance de biens essentiels, les auteurs appellent à rediriger le progressisme vers une politique de stimulation de

l'offre par des investissements massifs et la dérèglementation de certains secteurs. Cette vision productiviste et techno-optimiste est l'expression de tout un milieu intellectuel qui a émergé au cours des dernières années et qui cherche à profiter de l'actuelle recomposition politique pour faire du Parti démocrate le véhicule de ses idées. Tirant des leçons du contraste entre les grandes ambitions de l'ère Biden et ses résultats décevants, cette nouvelle faction s'inscrit en faux contre la branche populiste incarnée par Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez, devenue très audible au cours de la dernière décennie.

Aujourd'hui, le débat semble donc se cristalliser entre deux factions, difficilement réconciliables : le parti de l'abondance et la vision antimonopoliste, focalisée sur la concentration du pouvoir économique. Si ce conflit reflète le débat sempiternel entre modérés et radicaux au sein des mouvements progressistes, il possède également des éléments nouveaux. Il mérite en tout cas à plusieurs titres d'attirer notre attention. Il permet tout d'abord d'interroger ce qu'est le progressisme au XXI^e siècle, une question qui affecte le Parti démocrate autant que tous les partis de gauche et écologistes d'Europe. Il est ensuite un témoin de l'important réalignement idéologique et politique américain provoqué par la pérennisation du trumpisme.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Que dit le livre *Abundance* ?

Fondateur du média Vox avant de devenir l'animateur d'un podcast du *New York Times*, **The Ezra Klein Show**, très écouté par l'élite du pays, Ezra Klein est, à beaucoup d'égards, l'un des intellectuels américains les plus influents du moment. Sa rigueur intellectuelle, sa maîtrise virtuose des faits et sa finesse d'analyse sont reconnues aussi bien à droite qu'à gauche du spectre politique, faisant de lui une personnalité incontournable du débat public. Au sommet de sa notoriété, il bénéficie actuellement du fait qu'il était l'un des premiers commentateurs proches des démocrates à appeler ouvertement au retrait de Joe Biden, en février 2024³. Pour écrire cet ouvrage, il s'est associé avec Derek Thompson, chroniqueur au magazine centriste *The Atlantic*, qui avait inventé le terme d'« agenda de l'abondance » dans un article de 2022⁴.

Le livre reflète en grande partie la personnalité de ses auteurs, deux individus qui se veulent avant tout rationnels, attachés à une réponse empirique aux problèmes de la société américaine. Truffé d'exemples concrets, souvent bien amenés, le livre est simple à lire et son propos central se veut modeste. Comme le résumant eux-mêmes les auteurs : « afin d'arriver à l'avenir que nous souhaitons, nous devons construire et inventer plus de ce dont nous avons besoin⁵ ».

Le problème central : la rareté

Plus qu'un manifeste politique, l'ouvrage souhaite apporter un « prisme » différent aux questions qui animent la gauche actuelle. À rebours de lectures pointant les inégalités ou la concentration économique et critiquant les excès du consumérisme, les auteurs estiment que la rareté des biens constitue en réalité le problème central des États-Unis. Le sujet serait d'autant plus urgent pour les démocrates que ce sont leurs villes et leurs États qui en souffrent le plus.

Prenant comme exemple la Californie, bastion du parti, les auteurs pointent la crise du logement qui y atteint actuellement un paroxysme. Constituant l'un des principaux facteurs de précarité extrême et d'inégalité, l'explosion du coût du logement depuis plusieurs décennies en Californie serait avant tout liée à une réduction de l'offre dans les grandes villes, alors même que les salaires ont connu une évolution stable sur la même période. Résultat, l'État de l'ouest héberge aujourd'hui 50% de la population itinérante du pays, un bilan qui nuit terriblement à l'image des démocrates au niveau fédéral⁶. De même, l'échec très médiatisé du projet de construction d'une ligne à grande vitesse reliant Los Angeles et San Francisco est un exemple révélateur d'une incapacité structurelle à construire des infrastructures qui permettraient de réduire le coût de la vie⁷. Cela expliquerait également pourquoi les démocrates commencent à perdre des électeurs jusque dans leurs comtés historiques.

Les auteurs lient donc avant tout la stagnation du confort matériel des Américains et l'augmentation des inégalités à cette incapacité de l'État américain à construire et à innover, alors que des pays comme la Chine, l'Arabie saoudite, l'Inde et d'autres puissances émergentes s'illustrent aujourd'hui par leur capacité à offrir des mégaprojets à leurs populations.

La cause : un système politique qui a rendu l'État impuissant

Si les auteurs critiquent évidemment les républicains pour avoir démantelé l'action publique au nom du néolibéralisme, ils se montrent presque plus sévères à l'égard des progressistes, qui auraient eux aussi participé à rendre l'État impuissant en se focalisant sur la régulation et la redistribution.

À leurs yeux, le progressisme aurait délaissé l'élan productiviste du *New Deal* et de l'après-guerre – période marquée par des projets d'infrastructure majeurs et des avancées technologiques de masse – pour adopter une posture plus critique de la croissance matérielle et de l'action étatique. Ils attribuent cette dérive à l'héritage de la « Nouvelle Gauche », issue du mouvement contestataire des années 1960 et responsable d'une vision antiétatique, écologiste et sceptique de la croissance qui a contaminé le Parti démocrate. Sans nier les apports bénéfiques de cette réorientation des objectifs du Parti démocrate, qui ont permis de défendre des populations défavorisées, protéger la santé des Américains et sanctuariser des espaces naturels, les auteurs estiment que celle-ci atteint aujourd'hui des limites en devenant souvent contre-productive. Autrement dit, « les solutions de l'ancienne génération sont devenues les problèmes de la nouvelle ».

L'incapacité de l'administration Biden à réaliser certains de ses grands projets d'investissement serait, selon les auteurs, l'illustration parfaite d'un progressisme devenu inopérant. Malgré les fonds colossaux débloqués par le Congrès dans le cadre du *Build Back Better Bill*, les retombées des grandes lois d'infrastructure et de transition énergétique seraient presque inexistantes à cause de la myriade de règles environnementales. Exemple particulièrement spectaculaire : malgré les 7,5 milliards de dollars investis pour construire un demi-million de bornes de chargement pour voitures électriques, seuls sept d'entre elles ont été construites, notent les auteurs.

La solution : une gauche qui construit

Les auteurs prônent donc une refondation du centre gauche autour d'une capacité retrouvée à construire, à innover et à produire des biens collectifs. Autrement dit, un « libéralisme qui construit » (*a liberalism that builds*). Plus fondamentalement, ils appellent à rompre avec le réflexe du blocage institutionnel (la « vétocratie »), qui découlerait d'une obsession de la « gestion de coalitions » entre groupes d'intérêts divers, et empêcherait la réalisation de projets d'intérêt général.

Loin de disqualifier le rôle des pouvoirs publics, les auteurs appellent plutôt à renouer avec la vision technocratique d'un État stratège, capable de stimuler et d'orienter la production de biens jugés nécessaires, en contournant les lenteurs administratives et en mobilisant les grandes entreprises américaines. S'appuyant sur les travaux de l'économiste Mariana Mazzucato, ils mettent un accent particulier sur l'importance de l'action étatique, et sa capacité à investir stratégiquement dans le développement de nouvelles technologies révolutionnaires.

Comme modèle récent de leur vision, ils relèvent le succès de l'Opération *Warp Speed*, qui a permis le développement d'un vaccin contre le Covid-19 en dix mois alors que celui-ci devait prendre dix

ans. Les auteurs citent comme ingrédients de ce succès la décision d'investir dans de multiples technologies vaccinales simultanément – à l'instar d'un fonds de capital-risque –, la capacité à court-circuiter des processus d'approbation et la mise en œuvre d'un partenariat public-privé efficace.

Concernant la transition écologique, il va de soi que cette vision est en désaccord total avec les tendances « décroissantistes » qui, selon eux, ne feront que nourrir le ressentiment populaire. Pour les auteurs, le pouvoir de construire et d'innover sera l'une des clés pour réaliser la transition énergétique à l'échelle nécessaire afin de décarboner l'économie. Ils appellent par exemple à profiter du « miracle technologique » que constitue la chute spectaculaire du coût des énergies renouvelables, comme le solaire (-90% en dix ans) et l'éolien (-70% en dix ans) en investissant massivement dans leur développement et dans l'électrification des infrastructures énergétiques.

Une nébuleuse « pro-abondance » en formation

L'ouvrage condense les thèses d'un mouvement intellectuel et politique qui a pris de l'ampleur ces dernières années, et qui cherche désormais à s'imposer au sein du Parti démocrate. L'on peut en réalité parler de nébuleuse en formation, dont Klein et Thompson ne sont que les plus éloquents porte-parole.

Cette tendance théorisant une « politique sociale de l'offre » trouve son origine dans un mouvement local, lié à des enjeux très associés à la Californie. Klein, lui-même originaire de l'État de l'ouest, et ses acolytes se réfèrent souvent à la **mouvance « YIMBY »**, l'acronyme de « Yes in my backyard », né en réaction à l'explosion du coût du logement dans les grandes villes californiennes, en particulier à San Francisco. Le nom du mouvement est une référence à l'expression « Not in my backyard » (NIMBY), terme péjoratif désignant des riverains s'opposant à des projets d'infrastructure susceptibles de nuire à leur qualité de vie ou pour des raisons politiques (opposition à des installations nucléaires, par exemple). Les YIMBY visent particulièrement les propriétaires de grandes villes qui s'opposeraient systématiquement à la construction d'immeubles à forte occupation qui risquent de faire perdre de la valeur à leurs biens. Le mouvement YIMBY, qui comprend de nombreux progressistes, mais aussi des individus à tendance libertarienne ou conservatrice, milite depuis plusieurs années pour l'allègement de réglementations, comme la refonte des lois de zonage qui créent des espaces réservés aux logements mono-familiaux. Un chiffre souvent cité par le mouvement YIMBY est que, sous le régime réglementaire actuel, 40% des bâtiments de la ville de Manhattan seraient considérés comme illégaux⁸...

À partir de cette matrice du logement s'est développée toute une économie politique fondée sur la

stimulation de l'offre, vision dont l'incubateur principal est le **Niskanen Center**, un *think tank* centriste, à tendance plutôt libertarienne. La plupart des thèses énoncées dans l'ouvrage de Klein et Thompson ont été élaborées au sein de cet institut de recherche de Washington DC, qui a longtemps servi de refuge à des républicains modérés et opposés à Trump. Depuis plusieurs années, le Niskanen Center diffuse notamment la thèse du « *cost-disease socialism*⁹ », élaborée par les économistes Steven Teles, Samuel Hammond et Daniel Takash, qui cherche à expliquer l'augmentation du coût des biens sociaux élémentaires – la santé, l'éducation, le logement – par une combinaison de réglementation excessive et d'offre insuffisante. Ils s'inscrivent donc en faux contre la vision dominante à gauche qui attribue les coûts élevés uniquement à une concentration du pouvoir entre les mains de pourvoyeurs gonflant les prix tout en baissant les salaires (compagnies pharmaceutiques, bailleurs, universités, etc.). Sur l'éducation supérieure, par exemple, une politique consistant uniquement à soulager la dette des étudiants américains ne ferait qu'inciter les universités à augmenter leurs frais d'inscription. Les mesures les plus prisées par la gauche seraient donc en général contre-productives et doublement coûteuses pour les Américains (d'abord par l'impôt, puis par l'inflation).

Plus récemment, le Niskanen Center a cherché à transformer cette contestation intellectuelle de certains piliers économiques du progressisme en une stratégie politique réfléchie. Dans **un article de 2024**, Steven Teles et Robert Saldin appelaient les partisans de l'abondance à saisir l'opportunité que représente la radicalisation du Parti républicain sous l'effet du trumpisme pour faire de l'appareil démocrate le véhicule de leurs idées. Conscient de la rigidité du système bipartisan américain qui laisse peu de chances à un parti tiers de s'imposer, l'article appelle à reproduire la méthode MAGA (*Make America Great Again*) – constituer une faction au sein d'un parti pour le convertir à ses thèses – afin de capturer le flanc démocrate. La faction de l'abondance devra, selon eux, être d'abord portée par « des intellectuels, des ingénieurs et des entrepreneurs de la technologie » plutôt que par des figures politiques ou des militants sur le terrain.

On constate que c'est globalement le cas. Outre son affiliation aux militants « YIMBY », le mouvement repose avant tout sur un assemblage de figures issues de l'élite intellectuelle et économique du pays. Au côté du Niskanen Center, l'on peut citer d'autres *think tanks* à tendance centriste, comme l'**Institute for Progress, Third Way** ou le **Breakthrough Institute**, des blogueurs influents comme Noah Smith et des éléments progressistes de la Silicon Valley. Séduits par son message positiviste, technocratique, pro-croissance et peu hostile aux grandes entreprises, certaines figures, comme Reid Hoffman, fondateur de LinkedIn, Eric Schmidt, cofondateur de Google, et Dustin Moskovitz, cofondateur de Facebook, se sont rapprochés du mouvement¹⁰. Plus généralement, le milieu des philanthropes « altruistes efficaces » souvent issus de la tech, qui croient en une approche scientifique et utilitariste de l'allocation des ressources, manifeste un fort

intérêt pour les thèses pro-abondance.

Cet attelage de penseurs et de grands patrons aime faire le parallèle avec l'ère progressiste au début du XX^e siècle. Ils soulignent qu'à une période d'inégalités croissantes et de bouleversements technologiques majeurs, universitaires et grandes fortunes se sont associés pour lutter contre le clientélisme politique et imaginer une forme de gouvernance technocratique, fondée sur la compétence, la science et le progrès technique. En ce sens, la faction de l'abondance vise à une résurrection du positivisme en politique, ce qui peut sembler contre-intuitif – voire naïf – à une époque où le populisme semble devenir la tonalité définitive du débat démocratique.

Un ouvrage qui divise

La visibilité du livre de Klein et Thompson, qui a synthétisé les thèses du Niskanen Center pour le grand public, doit beaucoup au contexte politique au sein du Parti démocrate, en plein désarroi et à la recherche de nouvelles approches. L'on constate qu'un certain nombre de cadres importants du Parti démocrate ont d'ores et déjà apporté leur soutien aux idées défendues par l'ouvrage et le mouvement pro-abondance. Le député Josh Harder a par exemple créé un groupe de 30 membres appelé le « **Build America Caucus** », inspiré de la vision énoncée par Klein et Thompson. Dans le même temps, certains ténors centristes du parti, comme le gouverneur de Pennsylvanie Josh Shapiro, la gouverneure de l'État de New York Kathy Hochul ou la sénatrice Elissa Slotkin ont également commencé à adopter le label « agenda de l'abondance ». Selon le gouverneur de Californie Gavin Newsom, poids lourd du parti et potentiel candidat en 2028, il s'agirait de « l'un des livres les plus importants que peut lire un démocrate » aujourd'hui¹¹. Celui-ci reprend désormais le langage de Klein et Thompson, tout en appelant le parti à abandonner certaines de ses positions les plus « wokes ». Il semblerait donc que le premier pari des partisans de l'abondance de créer une faction au sein de l'appareil démocrate et d'imposer leur vocabulaire soit actuellement gagnant.

L'ouvrage a cependant aussi été l'objet d'un grand nombre de critiques provenant de l'intérieur du parti. Il a en ce sens eu l'avantage de clarifier certaines des profondes divergences idéologiques et d'affûter l'argumentaire de ses opposants. Au point que certains anticipent même le déclenchement d'une « guerre civile » au sein du Parti démocrate entre **deux factions irréconciliables**.

À l'opposé de la vision formulée par Klein, l'on peut notamment identifier la tendance antimonopoliste à l'aile gauche, qui place la priorité avant tout sur la lutte contre la concentration du pouvoir économique. Les visages les plus présents de cette faction sont les élus Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez, qui sillonnent le pays depuis plusieurs mois dans le cadre d'une

« tournée contre l'oligarchie ». Si le fond de leur propos reste globalement inchangé depuis de nombreuses années, il a acquis une résonance nouvelle avec l'avènement d'une administration Trump peuplée de milliardaires qui mêlent intérêts privés et publics à un niveau inédit. Cette ligne s'appuie également sur le travail législatif réalisé par Elizabeth Warren et, plus récemment, par Lina Khan, la jeune et très médiatique ancienne présidente de la Federal Trade Commission, connue pour ses grandes manœuvres *anti-trust* à la tête de l'agence de régulation durant la présidence Biden. Porté, entre autres, par le **Roosevelt Institute** que dirige l'ancienne cheffe de cabinet de Khan, cet agenda est appelé à devenir de plus en plus important au sein du Parti démocrate.

Les représentants de cette faction qui se réclament d'une vision plus populiste reprochent, avant tout, aux militants pro-abondance de ne **pas prendre en compte la réalité des rapports de force économiques** dans son diagnostic. **Peu diserts sur le pouvoir démesuré** de certaines grandes entreprises face aux salariés et consommateurs, les auteurs ne semblent en effet pas articuler de « théorie du pouvoir » cohérente, suscitant des critiques quant à leur naïveté à ce sujet. On constate que l'ouvrage ne souffle mot de l'industrie pharmaceutique, exemple pourtant saisissant des dérives d'une pratique monopolistique provoquée par un manque de réglementation. La politique de manipulation des brevets ou l'impact du *lobbying* permettant le maintien de monopoles de certains traitements sont des phénomènes qui ont fait l'objet de **nombreuses études**. Elizabeth Wilkins et Todd Tucker du Roosevelt Institute critiquent également la rhétorique ambiguë de Klein et Thompson au sujet des syndicats, présentés à plusieurs reprises comme des freins au développement économique¹². Soulignant le soutien affiché par un certain nombre de grands donateurs et fortunes de la tech, **de nombreux démocrates craignent** à ce titre que la vision pro-abondance ne soit utilisée par des intérêts privés pour combattre les tendances redistributrices au sein du parti. Les critiques les plus acerbes n'y voient quant à eux rien de plus qu'un « néolibéralisme requalifié pour une ère post-néolibérale¹³ ».

Ce débat reflète à la fois une tension récurrente au sein du progressisme américain et des évolutions importantes. Il est difficile de ne pas y voir l'itération du conflit presque éternel entre tendances anticapitalistes et solidaristes d'une part, et le social-libéralisme prêt à modérer le prisme de la lutte des classes d'autre part. Aux États-Unis, il rappelle sur de nombreux points les débats dans les années 1980 et 1990, entre des progressistes comme Jesse Jackson pour qui la construction d'une coalition des « opprimés » pour inverser le rapport de force constituait la clé du succès, et les « Nouveaux Démocrates » pro-*business* et favorables au développement des nouvelles technologies, très présents dans l'administration Clinton¹⁴.

À plusieurs égards, cependant, le débat acte le dépassement du néolibéralisme pro-marchés et mondialiste de l'ère Clinton, incarné à l'époque par son secrétaire au Trésor, Robert Rubin, vers une

réhabilitation du rôle de l'État. Des deux côtés du débat, celui-ci se voit accordé une place importante dans la rectification de l'économie : pour la faction pro-abondance, la puissance publique doit être un investisseur stratégique tandis que, pour la faction antimonopoliste, celle-ci doit avant tout limiter la domination des grandes entreprises. On constate donc que certains fondamentaux ont évolué dans la matrice démocrate depuis les années 2010, à la faveur d'évolutions idéologiques (disqualification de l'orthodoxie libérale) et conjoncturelles (tensions géopolitiques). En ce sens, le tournant étatiste de Biden demeure ce qui représente sans doute son héritage politique le plus important.

Emballement médiatique ou tendance durable ?

Il reste difficile à ce stade d'anticiper le succès politique à plus long terme de cette « faction de l'abondance » et de sa tentative d'OPA sur le parti démocrate. Sur le plan de l'efficacité politique, de **premiers sondages** montrent que la base des électeurs démocrates ne semble pas pour l'instant déborder d'enthousiasme pour l'approche technocratique qu'elle propose, préférant davantage le message anti-oligarchie de la faction populiste. Les foules impressionnantes réunies lors des meetings de Sanders et Ocasio-Cortez à travers le pays témoignent également de l'engouement populaire pour cette ligne plus offensive à l'égard du grand capital.

Toutefois, si un plus grand progressisme économique et sociétal semblait être la réponse adaptée à la première administration Trump, le contexte en 2025 est plus favorable à un revirement centriste tel qu'il est envisagé par Klein et Thompson. En 2020, les politiques globalement impopulaires de Donald Trump, les excès de *l'alt-right* et la gestion chaotique du pays au moment du Covid-19 semblaient ouvrir l'espace politique pour une approche plus radicale aux problèmes des Américains, surtout après deux mandats Obama qui avaient laissé une impression d'inachevé. Le tournant des années 2020 correspondait aussi à un moment d'ouverture historiquement élevé au sein de l'électorat américain. Celui-ci n'avait jamais été **aussi favorable à l'accueil d'immigrés** et paraissait sensible aux mouvements antiracistes tels que Black Lives Matter. Bien qu'issu du sérail, Joe Biden a surpris en s'inscrivant dans cet air du temps, en mettant en œuvre une politique de redistribution et d'investissement très ambitieuse ainsi que des mesures d'inclusivité inspirées par l'aile gauche du parti. Si bien qu'un grand nombre de progressistes comme Sanders ou Ocasio-Cortez pouvaient se féliciter de voir « le président le plus progressiste de leur vie » siéger à la Maison-Blanche et réaliser un certain nombre de leurs espoirs.

Le fait que le parti ait perdu de nouveau – et de manière encore plus nette – face à Donald Trump, malgré ses politiques ambitieuses, a fortement enrayé le narratif de l'aile gauche. Si le « président le plus progressiste » depuis Roosevelt n'a pas su rallier le public à ses mesures, alors l'argument de

la faction Sanders-AOC selon lequel seul un progressisme plus radical encore pourra réellement répondre au malaise trumpiste semble perdre de sa force. Le retour en force de personnalités longtemps silencieuses comme Rahm Emanuel, un centriste de l'ère Obama, témoigne également de ce changement d'atmosphère.

Le Parti démocrate reste aujourd'hui davantage gouverné par son élite que le Parti républicain, plus perméable aux évolutions de sa base. Or, un agenda proposant de maintenir l'un des aspects les plus novateurs de l'approche Biden, à savoir d'importantes mesures de stimulation fiscale, tout en réduisant les lourdeurs administratives, réglementaires et politiques, pourrait séduire de nombreux cadres démocrates. D'autant que l'échec partiel de certains des grands projets de Joe Biden et le retour de l'inflation, qui s'est avérée mortelle pour les démocrates, ont donné une légitimité et une urgence nouvelles au diagnostic formulé par ce groupe et son appel à changer de paradigme.

Assurément, beaucoup de choses dépendront des résultats des *midterms*. Lors du premier mandat de Donald Trump, les élections de mi-mandat avaient fait émerger le groupe de jeunes élus progressistes comprenant Ilhan Omar, Rachida Tlaib et – bien sûr – Alexandria Ocasio-Cortez, qui s'inscrivaient dans le sillage populiste de Bernie Sanders, tout en ajoutant une forte dose d'intersectionnalité. L'émergence de cette génération avait considérablement renforcé le poids des idées les plus progressistes au sein du parti. Si cette fois-ci, les élections font émerger des élus ayant une approche différente, plus semblable à la vision de Klein et Thompson, la faction de l'abondance pourrait s'ancrer sur la durée.

L'autre question sera également celle de l'incarnation, essentielle dans le contexte du système présidentiel américain, *a fortiori* après la débâcle de Joe Biden. Aujourd'hui, aucune figure ne s'impose comme une relève évidente, et le champ paraît particulièrement fragmenté entre Kamala Harris qui laisse planer le doute sur son retour, Gretchen Whitmer (gouverneure du Michigan), Pete Buttigieg (ancien secrétaire des Transports), Josh Shapiro (gouverneur de Pennsylvanie), J.B. Pritzker (gouverneur de l'Illinois), Gavin Newsom (gouverneur de Californie), etc. On note que ce dernier, favorable à l'agenda de l'abondance et à un virage vers le centre, est parvenu à se placer au cœur du jeu politique dans le contexte des manifestations anti-ICE¹⁵ à Los Angeles, en juin 2025, en se présentant en rempart contre l'arbitraire trumpiste.

Un autre facteur à surveiller, et peu abordé dans les médias, sera l'émergence ou non d'un parti centriste capable de changer la donne. Véritable serpent de mer de la politique américaine depuis des décennies, le projet d'une troisième voie entre démocrates et républicains qui permettrait de récupérer les voix des indépendants et des abstentionnistes s'est toujours révélé être une chimère,

se heurtant à la rigidité du système bipartisan américain. Certains commentateurs, comme le [sondeur Nate Silver](#), estiment néanmoins que la fluidité inédite du champ politique actuel ne nous permet pas d'exclure complètement l'hypothèse d'un parti tiers capable de s'imposer entre le radicalisme de la droite et de la gauche. L'évocation récente par Elon Musk, dans son accès de rage contre Donald Trump, d'un nouveau parti qui séduirait 80% des électeurs n'est pas entièrement à ignorer.

Dans ce cas, les affinités intellectuelles et politiques entre la « droite tech » et la « gauche tech » pourraient être suffisamment fortes pour constituer un nouveau pôle productiviste et techno-solutionniste, financé par les plus grandes fortunes du monde. Le blogueur de droite libertarienne et anti-woke [Richard Hanania](#) a pour sa part déjà théorisé cette convergence et l'appelle actuellement de ses vœux après avoir exprimé des regrets pour son vote républicain. L'on ne peut, en effet, s'empêcher de penser que certaines des propositions de Klein et Thompson – la foi en la technologie, l'électrification de la grille énergétique, l'hostilité aux lourdeurs bureaucratiques – sont susceptibles de plaire à Musk, et certains acteurs de la Silicon Valley aujourd'hui alliés au trumpisme.

1. [Ezra Klein et Derek Thompson, *Abundance*, Avid Reader Press / Simon & Schuster, 18 mars 2025.](#)
2. [The Democratic Party favorability](#), YouGov, 2017-2025.
3. Ezra Klein, « Democrats have a better option than Biden », [The Ezra Klein Show](#), *The New York Times*, 16 février 2024.
4. Derek Thompson, « A Simple Plan to Solve All of America's Problems », [The Atlantic](#), 12 janvier 2022.
5. Ezra Klein, Derek Thompson, *op. cit.*
6. Matthew Kredell, « Homelessness Summit explores solutions to helping State's most vulnerable population », [Schwarzenegger Institute](#), University of Southern California, 27 février 2020.
7. « L'administration Trump menace le financement du train à grande vitesse californien », [Le Figaro avec AFP](#), 5 juin 2025.
8. Quoctrung Bui, Matt A.V Chaban et Jeremy White, « 40 Percent of the Buildings in Manhattan Could Not Be Built Today », [The New York Times](#), 20 mai 2016.
9. Steven Teles, Samuel Hammond et Daniel Takash, « Cost Disease Socialism: How Subsidizing Costs While Restricting Supply Drives America's Fiscal Imbalance », [Niskanen Center](#), 9 septembre 2021.
10. Dylan Gyauch-Lewis, « The Abundance Agenda: Neoliberalism's Rebrand », [The American Prospect](#), 26 novembre 2024.
11. Gavin Newsom, [And, This is Ezra Klein](#), This is Gavin Newsom, 26 mars 2025.
12. Elizabeth Wilkins et Todd Tucker, « On Abundance: Where We Agree, Where We Disagree, and How to Move Forward », [Roosevelt Institute](#), 26 mars 2025.
13. Dylan Gyauch-Lewis, *op. cit.*
14. Ed Kilgore, « [The Abundance Agenda Revives an Old Democratic Rivalry](#) », *New York Mag*, 29 mai 2025.
15. Immigration and Customs Enforcement.